



**SYNDICAT**  
**SDU CliaS/93 FSU**  
**Section conseil général**  
Tel : 01 43 93 91 88



Bobigny le 26 octobre 2012

## **APPEL À LA GRÈVE DES SERVICES SOCIAUX**

**Le 15 novembre 2012, les personnels des services sociaux du Conseil Général de Seine-Saint-Denis seront en grève et se rassembleront sur le parvis de la Préfecture à partir de 14h.**

Les difficultés rencontrées par les personnes que nous recevons au service social s'accroissent (chômage, bas salaires, absence de logement, surendettement...).

Nous observons tous les jours la souffrance terrible que l'errance entraîne sur les hommes, les femmes et sur les enfants reçus au quotidien dans les circonscriptions. Le ballottage des personnes est d'une violence inouïe et notre institution s'en rend complice.

### **Les moyens mis à notre disposition ne cessent de diminuer :**

- Les aides financières de l'Aide Sociale à l'Enfance, du Fonds d'Aide Généraliste, du Fonds de Solidarité Logement...sont insuffisants,
- Nous constatons des refus toujours plus nombreux à nos demandes et une remise en cause régulière de nos évaluations avec des compléments d'informations ou documents réclamés abusifs,
- Le 115 ne répond plus, et quand on arrive parfois à le joindre, nous dit qu'il n'a pas de places d'hébergement à proposer pour les familles à la rue,
- Le désengagement d'organismes comme la CAF, la sécurité sociale, pôle emploi... continue,
- Il n'y a pas de créations de postes d'assistantes sociales, de secrétaires à la hauteur des besoins, même les remplacements ne sont pas systématiquement assurés.

Les logiques administratives et budgétaires ont pris le pas sur le respect des personnes et de leurs besoins. **Entre surcharge de travail, sentiment de mépris, perte du sens de notre métier, on nous demande en plus d'être comptables des deniers publics et on nous culpabilise de faire dépenser trop d'argent au Département.**

Faute d'effectifs suffisants, des circonscriptions sont régulièrement fermées, les familles peuvent attendre plus de 2 mois pour obtenir un rendez-vous avec une assistante sociale.

**Attaché-e-s au SERVICE PUBLIC, nous refusons de rendre un service a minima, comme nous refusons de continuer à être les témoins silencieux de la violence faite aux personnes et de l'injustice sociale.**

Nous exigeons des conditions de travail respectueuses des personnes que nous recevons, ce qui n'est possible que si le Président du conseil général nous en donne les moyens.

Nous exigeons des moyens à la hauteur des besoins de la population et l'ouverture de véritables négociations.

**Le 15 novembre, nous lui rappellerons que la polyvalence de secteur est une mission obligatoire du Département.**

**Nous interpellons également le Préfet sur la question du logement social, de l'application de la loi de réquisition des logements vacants et des différents désengagements de l'État dans notre Département.**